

Le RPR disparaît pour renaître dans l'UMP - 1/1

26 ans après sa création, le RPR laisse la place à l'UMP. Les attentes du président de la République sont de taille...

Le 21 septembre 2002, le RPR (Rassemblement pour la République) disparaît pour renaître dans l'UMP (Union pour la Majorité présidentielle).

Absent aux assises, Jacques Chirac a accompagné, samedi, la mort du RPR, le parti qu'il avait créé le 5 décembre 1976, en demandant aux militants de rester gaullistes et en soulignant qu'"aujourd'hui comme hier", il avait "besoin" d'eux.

Les quelque 3000 mandataires et élus du RPR réunis en assises extraordinaires à Villepinte, près de Paris, ont répondu "oui" à une écrasante majorité aux deux questions qui leur étaient posées.

Dans un message vidéo diffusé lors des assises, Jacques Chirac, fondateur du RPR en 1976, a demandé aux militants de rester des gaullistes. "Avec bonheur, avec fierté, vous avez été des militants gaullistes. Mes chers compagnons, je vous demande de le rester. Je vous demande de rester ce que vous êtes.(...) Parce que vous êtes nombreux, mobilisés, forts de vos idéaux, parce que vous connaissez le sens de l'engagement, parce que vous êtes des militants, vous allez prendre toute votre place dans l'union", a-t-il promis à des militants qu'on dit peu enthousiastes devant la disparition de leur parti au profit de l'UMP. "Aujourd'hui comme hier, le pays a besoin de vous. J'ai besoin de vous. Je compte sur vous", a ajouté le chef de l'Etat, dont l'épouse, Bernadette, a rejoint les cadres du RPR en début d'après-midi à Villepinte.

Jacques Chirac a précisé ce qu'il attendait de l'UMP : être un "mouvement enraciné dans le peuple de France, (...) fort, clair dans son message, intransigeant sur les valeurs qui le fondent, respectueux des sensibilités qui le composent". Il a également dit son espoir de voir naître "une formation qui compte dans la vie politique internationale, à l'image des grands partis qui font vivre la démocratie chez nos principaux partenaires, en Europe et outre-Atlantique".

Le premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, venu rendre visite aux gaullistes avant d'aller approuver la dissolution de sa propre famille politique, Démocratie libérale (DL), a souligné devant la presse qu'il s'agissait "de faire en France ce qui a déjà été fait dans de nombreux pays européens, une grande famille du centre-droit, capable de soutenir le gouvernement mais aussi de proposer des initiatives, d'éclairer la route". Pour lui, "la droite a analysé les échecs passés, le poids des divisions, des concurrences, des écuries, de toutes ces rivalités qui nous ont tant affaiblis dans le passé". M. Raffarin s'est ensuite rendu à Paris où il a participé à la convention extraordinaire de DL qui a également entériné la dissolution de ce parti pour rejoindre l'UMP.